



**GROUPE COLABOR INC.**  
**RAPPORT DE GESTION**

**Pour l'exercice financier et le quatrième trimestre clos le 25 décembre 2021**

En date du 25 février 2022

# TABLE DES MATIÈRES

1. Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs .....	<u>3</u>
2. À propos de Colabor .....	<u>4</u>
2.1 Aperçu du profil de la Société .....	<u>4</u>
2.2 Développements d'entreprise de 2021 .....	<u>5</u>
2.3 Stratégies de développement et perspectives d'avenir .....	<u>7</u>
2.4 Indicateurs de performance financière clés .....	<u>8</u>
2.5 Faits saillants annuels des trois derniers exercices .....	<u>9</u>
3. Résultats d'exploitation et financiers .....	<u>10</u>
3.1 Résultats d'exploitation .....	<u>10</u>
3.1.1 Ventes sectorielles .....	<u>10</u>
3.1.2 Charges opérationnelles .....	<u>11</u>
3.1.3 BAIIA ajusté .....	<u>13</u>
3.1.4 (Revenus) frais non liés aux opérations courantes .....	<u>14</u>
3.1.5 Amortissements .....	<u>14</u>
3.1.6 Charges financières .....	<u>15</u>
3.1.7 Impôts sur le résultat .....	<u>15</u>
3.1.8 Résultat net .....	<u>16</u>
3.2 Situation financière .....	<u>17</u>
3.3 Autres variations importantes de la situation financière .....	<u>18</u>
3.4 Données liées aux actions en circulation .....	<u>19</u>
3.5 Flux de trésorerie .....	<u>19</u>
3.6 Ressources en capital .....	<u>21</u>
4. Activités abandonnées .....	<u>22</u>
5. Résumé des derniers trimestres .....	<u>24</u>
6. Mesures de performance non conformes aux IFRS .....	<u>24</u>
7. Transactions entre parties liées .....	<u>26</u>
8. Transactions hors bilan .....	<u>26</u>
9. Éventualité .....	<u>26</u>
10. Risques et incertitudes .....	<u>26</u>
11. Estimations et jugements significatifs .....	<u>26</u>
12. Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière .....	<u>28</u>
13. Nouvelles conventions comptables .....	<u>28</u>
14. Instruments financiers .....	<u>29</u>

## 1. Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs

Ce rapport de gestion de Groupe Colabor Inc. (la « Société » ou « Colabor ») porte sur le résultat net, le résultat global, la situation financière et les flux de trésorerie du quatrième trimestre et de l'exercice financier clos le 25 décembre 2021. Les chiffres du quatrième trimestre ne sont pas audités tandis que les chiffres présentés pour l'exercice sont audités. Il devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités et leurs notes annexes pour l'exercice clos le 25 décembre 2021. Ces états financiers sont libellés en dollars canadiens et ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Ces états financiers peuvent être consultés à [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et à [www.colabor.com](http://www.colabor.com).

### Énoncés de nature prospective

Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives et aux événements, aux affaires, aux activités, à la performance financière, à la situation financière ou aux résultats anticipés de Colabor et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « s'attendre », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « prévoir », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les projections financières, les résultats d'exploitation et la performance économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats d'exploitation, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires que Colabor juge raisonnables au moment de les formuler. Se reporter plus particulièrement à la rubrique 2.2 Stratégies de développement et perspectives d'avenir du présent rapport de gestion. Bien que la direction les considère comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, ces hypothèses pourraient se révéler inexactes. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de Colabor. Pour de plus amples renseignements sur ces risques et incertitudes, la Société invite le lecteur à se reporter à la rubrique 10 Risques et incertitudes du présent rapport de gestion de la Société. Ces facteurs, qui incluent les risques liés à la pandémie de la Covid-19 ("pandémie") et les impacts possibles sur les consommateurs et l'économie, n'ont pas pour objet de représenter une liste complète des facteurs qui pourraient avoir une incidence sur Colabor, et les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective figurant dans le présent rapport de gestion, renseignements qui représentent les attentes de Colabor à la date du présent rapport de gestion (ou à la date à laquelle elles sont censées avoir été formulées), lesquels pourraient changer après cette date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société (et elle rejette expressément une telle obligation) à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs, sauf si la loi l'exige.

### Saisonnalité

Un exercice financier standard de Colabor est composé de treize périodes de quatre semaines chacune; les trois premiers trimestres sont chacun composés de trois périodes et le dernier trimestre, de quatre. L'exercice financier se termine le dernier samedi de décembre. Les trimestres et les exercices financiers clos le 25 décembre 2021 et le 26 décembre 2020 comptaient respectivement 16 semaines pour le trimestre et 52 semaines pour la période de 12 mois.

Ainsi, les ventes et le résultat net de la Société sont proportionnellement moins élevés aux premier, deuxième et troisième trimestres et plus élevés au quatrième trimestre puisque celui-ci compte en général 33 % plus de périodes d'opération que les autres trimestres de l'exercice. De plus, il est à noter que les ventes de la Société sont saisonnières. Ainsi, le volume des ventes du premier trimestre est normalement moins élevé en comparaison aux autres trimestres. Voir la rubrique 2.2 Développements d'entreprise de 2021 pour les impacts liés à la pandémie.

Finalement, le fonds de roulement évolue généralement au cours de l'exercice financier en raison de la nature saisonnière des activités, principalement au printemps et à l'été ainsi que durant les périodes de Fêtes (c.-à.-d. Noël et Pâques). Afin de répondre à la demande saisonnière accrue, les besoins en stocks augmentent ainsi que les clients et autres débiteurs. La facilité de crédit est utilisée au besoin pour supporter la fluctuation de cette activité saisonnière.

*Les actions de Groupe Colabor Inc. se négocient à la Bourse de Toronto sous le symbole « GCL ».*

*Le lecteur trouvera d'autres informations concernant la Société sur SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et sur le site Web de Colabor à [www.colabor.com](http://www.colabor.com). L'information sur le site Web de la Société n'est pas intégrée par renvoi au présent rapport de gestion.*

## 2. À propos de Colabor

### 2.1 Aperçu du profil de la Société

#### Description des activités

Fondée en 1962, Colabor est une société qui effectue la distribution et la commercialisation de produits alimentaires et de produits liés à l'alimentation dans l'est du Canada dans les créneaux de l'hôtellerie, de la restauration, des marchés institutionnels (« HRI ») et celui du marché de détail. Colabor exerce présentement ses activités dans deux secteurs, soit le secteur Distribution et le secteur Grossiste.

#### A. Secteur Distribution

Les activités du secteur Distribution comprennent la distribution de produits alimentaires et connexes dans les créneaux de l'HRI et celui du marché de détail. Dans ce secteur, la Société distribue des produits spécialisés tels que les viandes, les poissons et les fruits de mer (« Distribution spécialisée ») ainsi que des produits généralisés alimentaires et connexes (« Distribution broadline »). Ces différents types de produits sont regroupés sous un seul secteur en raison de leur similitude au niveau de la nature des produits, du type de clients et des méthodes de distribution.

##### i. Distribution broadline

###### *Québec*

Les activités de la distribution au Québec se font par l'entremise de sa division Colabor Distribution Alimentaire (« CDA »). Il est un important distributeur auprès de clients des services alimentaires et de détail dans la grande majorité des régions du Québec et dans une moindre mesure, au Nouveau-Brunswick. CDA distribue près de 14 000 produits depuis ses deux entrepôts stratégiquement situés à Lévis et à Rimouski. Sa clientèle, de près de 5 000 clients, se compose principalement de restaurants, d'exploitants de services alimentaires, de magasins d'alimentation spécialisés, de comptes institutionnels tels des établissements de soins de santé, des écoles et des universités, ainsi que de certains autres clients du commerce de détail. CDA offre une gamme complète de produits, dont des produits congelés, des denrées sèches de consommation courante, des produits laitiers, des viandes, des poissons et fruits de mer, des fruits et légumes ainsi que des produits jetables et sanitaires. Elle offre donc une solution multiservice à ses clients.

CDA détient la certification Safe Quality Food (« SQF »), une norme spécifique à la salubrité alimentaire pour le secteur de l'entreposage et de la distribution afin d'être en mesure de confirmer auprès des clients que ses produits sont manipulés et distribués en respectant les normes les plus strictes sur le plan mondial. Cette norme SQF comprend le système *Hazard Analysis Critical Control Point* (« HACCP ») auquel on a ajouté des outils de gestion afin d'assurer son maintien et son amélioration continue. CDA démontre ainsi à sa clientèle actuelle et future tout son sérieux à vouloir offrir une gamme de services qui atteint les plus hauts standards de sécurité alimentaire et de qualité.

## ii. Distribution spécialisée

### *Les Pêcheries Norref Québec Inc. (« Norref »)*

Norref est une entreprise spécialisée dans l'importation et la distribution de poissons et de fruits de mer frais au Québec. Norref est reconnue comme le plus important distributeur de ce genre au Québec.

Norref exploite un centre de distribution à Montréal et détient une certification HACCP et une approbation fédérale lui permettant de vendre à l'échelle nationale. Norref distribue toute une gamme de poissons et de fruits de mer frais et surgelés. La clientèle de Norref est diversifiée et se compose de supermarchés, de restaurants, d'hôtels et de poissonneries.

### *Viandes Lauzon (« Lauzon »)*

La division Lauzon effectue la préparation et la transformation de viandes de qualité supérieure pour les provinces du Québec et de l'Ontario et est un important distributeur des marques de bœuf de grande notoriété telles que Boeuf Québec et Excel Premium Beef ainsi que sa marque privée Signature. Lauzon est réputée, entre autres, pour ses produits, son expertise et pour un service à la fois efficace et souple au secteur HRI, du marché de détail et industriel. Lauzon mène ses activités dans une usine située à Montréal et détient une certification HACCP ainsi qu'une approbation fédérale lui permettant de vendre ses produits à l'échelle nationale.

## B. Secteur Grossiste

Les activités du secteur Grossiste comprennent la vente de produits généralisés alimentaires et connexes à des distributeurs à partir de son centre de distribution de Boucherville. Les ventes du Grossiste sont constituées de produits alimentaires et non alimentaires fournis à des distributeurs qui, à leur tour, redistribuent ces produits à plus de 25 000 clients faisant affaire dans les secteurs des services alimentaires et du commerce de détail pour la province de Québec et les provinces de l'Atlantique.

## 2.2 Développements d'entreprise de 2021

Au cours de l'exercice clos le 25 décembre 2021, les événements suivants ont eu un impact sur le développement général et les opérations de la Société ou témoignent de l'évolution du plan d'optimisation et de croissance de Colabor.

### Refinancement

Le 18 février 2021, la Société a conclu une nouvelle facilité de crédit garantie de premier rang d'un montant total de 80,0 millions \$ comprenant un crédit rotatif de 50,0 millions \$, dont 5,0 millions \$ en marge de crédit d'exploitation et un prêt à terme de 30,0 millions \$. La facilité porte intérêt au coût des fonds majorés de 1,75 % à 3,25 % selon les ratios de levier financier de la Société et vient à échéance en février 2025. La facilité est garantie par ses actifs et ceux de certaines de ses filiales et prévoit des limites quant aux opérations et aux activités, particulièrement en ce qui a trait aux investissements autorisés ainsi qu'à certains ratios financiers surtout liés au BAIIA ajusté<sup>(1)</sup> consolidé, aux charges financières et à la dette totale. Le prêt à terme est remboursable d'un montant de 3,0 millions \$ par année.

Le 18 février 2021, la Société a aussi conclu une entente pour une nouvelle dette subordonnée d'un montant de 20,0 millions \$, dont 15,0 millions \$ qui ont été déboursés à la signature de l'entente et un solde de 5,0 millions \$ qui était disponible jusqu'en février 2022 au gré de la Société. La dette subordonnée porte intérêt au taux de 7,25 % à 8,25 % selon les ratios de levier financier de la Société et vient à échéance en février 2026.

Ce refinancement a servi à rembourser le solde de 12,0 millions \$ de la dette subordonnée au 26 décembre 2020 et au rachat des débetures convertibles et permettra également à la Société de répondre aux besoins potentiels de liquidités supplémentaires résultant des projets d'investissements futurs.

<sup>(1)</sup> Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

### **Rachat des débetures convertibles**

En date du 18 février 2021, la Société avait annoncé son intention de procéder au rachat anticipé de la totalité des débetures convertibles émises et en circulation.

Conformément aux modalités des débetures convertibles qui donnaient le droit aux porteurs de convertir en actions ordinaires avant la date de rachat annoncée, 273 600 actions ordinaires ont été émises au prix de 2,50 \$ pour un montant total de 0,7 million \$. Le 23 mars 2021, la Société a complété le rachat de la totalité des débetures convertibles en circulation d'un capital global du principal impayé de 49,3 millions \$ qui a été racheté au prix de 1 000 \$ par débenture, plus l'intérêt couru et impayé jusqu'au, mais en excluant le 23 mars 2021.

Les débetures convertibles qui étaient inscrites à la cote de la bourse de Toronto sous le symbole GCL.DB.A ont été retirées de la cote de la bourse le 23 mars 2021.

### **Nominations à l'équipe de direction et au conseil d'administration**

Le 28 avril 2021, la Société a annoncé la nomination de M. Pierre Blanchette au poste de premier vice-président et chef de la direction financière, poste qu'il occupe depuis le 25 mai 2021. M. Blanchette est un haut dirigeant avec plus de 25 ans d'expérience dans le domaine de la finance corporative. Avant de se joindre à Colabor, il a travaillé, entre autres, au sein de Fiera Capital Corporation, une société de gestion de placements indépendante de premier plan où il a occupé différents postes, tels que Vice-président principal, trésorerie et impôts, Vice-président exécutif, finances, division US et Vice-président principal, finances.

Le 14 octobre 2021, la Société a annoncé la nomination de M. Jean Gattuso à titre d'administrateur de la Société.

### **Mise à jour relative aux répercussions de la pandémie de Covid-19 sur les activités et résultats**

Au courant de l'exercice 2021, la pandémie a continué d'affecter les marchés dans lesquels la Société et ses fournisseurs évoluent ainsi qu'à avoir une incidence sur la demande des clients, impactant à la baisse les ventes. La Société subissait toujours les conséquences des restrictions gouvernementales maintenues au Québec, notamment les limites sur l'accueil des clients dans les restaurants, malgré la levée graduelle de certaines restrictions à la fin du deuxième trimestre, dont la reprise du service en salles à manger et sur les terrasses et la réouverture de plusieurs restaurants. Le 30 décembre 2021, le gouvernement du Québec a de nouveau annoncé des nouvelles mesures fermant les salles à manger des restaurants du 31 décembre 2021 au 31 janvier 2022. Il est prudent de prévoir que les perturbations pourraient encore persister dans les prochains trimestres dans le créneau de la restauration compte tenu du risque toujours présent de l'arrivée de nouveaux variants du virus et du retour graduel des travailleurs et du tourisme, tout comme les conséquences à plus long terme sur l'économie et les règles sanitaires qui s'appliqueront.

Au cours de l'exercice 2021, la Société a continué d'obtenir la subvention salariale d'urgence du Canada (« SSUC ») et la subvention d'urgence du Canada pour le loyer (« SUCL ») aidant à Colabor à faire face aux défis que pose la pandémie.

La Société n'est pas en mesure à l'heure actuelle d'estimer de façon fiable les effets de la pandémie sur ses résultats financiers futurs, étant donné les incertitudes qui demeurent quant à l'occurrence de nouvelles vagues de la pandémie et des mesures évolutives prises par les gouvernements. Bien que la pandémie continuera d'avoir des répercussions sur les ventes et sur le BAIIA ajusté<sup>(1)</sup> dans les prochains mois, compte tenu des mesures sanitaires exigées par la santé publique, Colabor ne s'attend pas à une incidence négative importante sur ses liquidités disponibles. Tel qu'indiqué précédemment, la diversification des activités de la Société, les nouvelles ententes de crédit signées en février 2021, combinées aux flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles, permettront à Colabor de poursuivre son plan stratégique. Nos équipes continuent d'être proactives afin de saisir les opportunités qui pourraient se présenter.

<sup>(1)</sup> Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

## 2.3 Stratégies de développement et perspectives d'avenir

Colabor a pour principaux objectifs financiers d'accroître sa rentabilité et conséquemment de créer de la valeur pour ses actionnaires. En 2021, le plan stratégique afin d'atteindre ses objectifs s'articule sur les piliers suivants :

1. Accroître les activités de Distribution au Québec
  - Améliorer la part du portefeuille existant de la clientèle et l'étendue des territoires au Québec par croissance organique ou acquisitions;
  - Repositionner ses marques privées; et
  - Améliorer la gestion des catégories (non-alimentaires, protéines, fruits et légumes).
2. Optimiser les processus
  - Standardiser et améliorer les processus de gestion interne afin de réduire les coûts des unités d'affaires.
3. Prioriser l'engagement des employés
  - Poursuivre le déploiement de la nouvelle plateforme intégrée de gestion des ressources humaines; et
  - Déploiement d'un protocole de retour sur les lieux de travail.

### Évolution du plan 2021

Au cours de l'exercice 2021 la Société a continué de gérer les impacts de la pandémie sur ses activités par le maintien d'une structure de coûts adaptée et la gestion optimale des flux de trésorerie. La Société adapte de façon continue les mesures pour faire face à la pandémie afin de suivre l'évolution de celle-ci. La clôture des nouvelles ententes de crédit au cours du premier trimestre de 2021, tel que décrit précédemment, s'inscrit dans notre objectif premier qui est d'accroître la rentabilité de la Société et permettra à celle-ci d'avoir les liquidités disponibles afin de mettre en œuvre le plan stratégique lorsque les conditions le permettront.

Nous avons aussi terminé le déploiement de la nouvelle plateforme intégrée de gestion des ressources humaines et sommes à établir le protocole de retour sur les lieux de travail.

En septembre, nous avons aussi fait le lancement officiel de la nouvelle image de notre marque privée, une étape importante dans le cadre de son repositionnement.

Nous avons aussi investi au cours des derniers trimestres de l'exercice dans notre force de vente afin de percer certaines régions du Québec qui étaient jusque là peu exploitées par la Société.

### Plan pour 2022

En 2022, le plan stratégique afin d'atteindre ses objectifs se définit dans la continuité de 2021, et s'articule sur les piliers suivants :

1. Optimiser la rentabilité
  - Repositionner et favoriser ses marques privées;
  - Accroître la distribution spécialisée (viandes et poissons); et
  - Améliorer la gestion des catégories.
2. Développer de nouveaux territoires de Distribution au Québec
  - Continuer le développement dans l'ouest du Québec; et
  - Saisir des occasions d'acquisition.
3. Continuer d'améliorer notre efficacité opérationnelle
  - Investissement et modernisation de certains centres de distributions/divisions; et
  - Finaliser l'intégration et la centralisation de certaines fonction.

#### 4. Attirer et retenir les talents

- Améliorer l'engagement des employés; et
- Développer la marque employeur.

## 2.4 Indicateurs de performance financière clés

Indicateurs de performance (en milliers de dollars, sauf le ratio d'endettement)	52 semaines	
	2021	2020
	\$	\$
<b>Résultats et flux de trésorerie</b>		
Ventes liées aux activités poursuivies	475 761	461 319
Résultat net lié aux activités poursuivies	8 253	3 798
BAIIA ajusté <sup>(1)</sup>	25 420	28 913
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	18 752	36 436
<b>Situation financière</b>		
	Au 25 décembre	Au 26 décembre
	2021	2020
	\$	\$
Fonds de roulement <sup>(2)</sup>	40 770	31 163
Ratio d'endettement <sup>(3)</sup>	1,9x	1,8x
Dettes nettes <sup>(4)</sup>	48 366	52 100

<sup>(1)</sup> Mesure non conforme aux IFRS. Se référer au tableau du rapprochement du résultat net au BAIIA ajusté à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS du rapport de gestion. Le BAIIA ajusté correspond au résultat opérationnel avant les (revenus) frais non liés aux opérations courantes, l'amortissement ainsi que les charges relatives au régime de rémunération à base d'actions.

<sup>(2)</sup> Le fonds de roulement est une mesure de performance non conforme aux IFRS. Le fonds de roulement est un indicateur de la capacité de la Société à couvrir ses passifs à court terme au moyen de ses actifs à court terme, voir la rubrique 3.2 Situation financière pour le détail du calcul. Le calcul du fonds de roulement de 2020 exclut la portion court terme des débetures convertibles qui ont été rachetées en 2021.

<sup>(3)</sup> Le ratio d'endettement est un indicateur de la capacité de la Société à s'acquitter de sa dette à long terme. Il est défini comme le ratio de la dette nette / BAIIA ajusté des quatre derniers trimestres. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS du rapport de gestion.

<sup>(4)</sup> Mesure non conforme aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS du rapport de gestion. La dette nette correspond à l'endettement bancaire, la portion à court terme de la dette à long terme, la dette à long terme et les débetures convertibles, net de l'encaisse.

### Faits saillants de l'exercice 2021

- Les ventes consolidées se sont chiffrées à 475,8 millions \$, en hausse de 3,1 %, comparativement à l'exercice 2020 résultant principalement de l'augmentation du volume provenant de notre clientèle de la restauration, mitigé par la fin d'un contrat provenant de la Distribution spécialisée.
- Le résultat net des activités poursuivies s'est établi à 8,3 millions \$, en hausse de 4,5 millions \$ comparativement à un résultat net de 3,8 millions \$ en 2020, résultant principalement de la hausse des revenus non liés aux opérations courantes, de la charge d'amortissement et des charges financières, mitigé par la baisse du BAIIA ajusté<sup>(1)</sup>. La variation des (revenus) frais non liés aux opérations courantes provient du remboursement d'une portion d'une pénalité payée en 2017 au Ministère des finances de l'Ontario.
- Le BAIIA ajusté<sup>(1)</sup> provenant des activités poursuivies a atteint 25,4 millions \$ ou 5,3 % des ventes des activités poursuivies comparativement à 28,9 millions \$ ou 6,3 % des ventes des activités poursuivies en 2020, une baisse de 12,1 %. Cette diminution provient principalement de la baisse des subventions acquises de 4,3 millions \$, des coûts de main-d'œuvre supplémentaires dans le contexte actuel de pénurie de main-d'œuvre et du renouvellement d'une convention collective, ainsi que des investissements afin d'accroître l'étendue de notre territoire et le repositionnement de notre marque privée, mitigé par l'augmentation des ventes et une amélioration de la marge brute. En excluant l'impact des subventions acquises, la marge du BAIIA ajusté<sup>(1)</sup> aurait été de 4,8 % en 2021 et 4,7 % en 2020.



- La diminution de la dette nette<sup>(4)</sup> qui se chiffre à 48,4 millions \$ au 25 décembre 2021 comparativement à 52,1 millions \$ pour la période correspondante 2020 s'explique par des remboursements de la facilité de crédit. Le ratio d'endettement<sup>(3)</sup> se chiffre à 1,9x par rapport à 1,8x en 2020.
- Au 25 décembre 2021, le fonds de roulement<sup>(2)</sup> de la Société s'est chiffré à 40,8 millions \$, en hausse par rapport à 31,2 millions \$ à la fin de l'exercice précédent. Cette variation s'explique essentiellement par la hausse des ventes au cours du quatrième trimestre de 2021 comparativement au même trimestre de 2020.

## 2.5 Faits saillants annuels des trois derniers exercices

Faits saillants financiers (en milliers de dollars, sauf les données par actions et les pourcentages)	52 semaines		
	2021	2020	2019
	\$	\$	(redressés <sup>(3)</sup> ) \$
<b>Ventes liées aux activités poursuivies</b>	<b>475 761</b>	461 319	665 959
<b>Résultat net lié aux activités poursuivies</b>	<b>8 253</b>	3 798	7 502
<b>Résultat net lié aux activités abandonnées</b>	<b>(411)</b>	(12 410)	225
<b>BAIIA ajusté<sup>(1)</sup></b>	<b>25 420</b>	28 913	27 648
<b>Marge du BAIIA ajusté<sup>(1)</sup></b>	<b>5,3 %</b>	6,3 %	4,2 %
<b>Résultat net par action de base et dilué lié aux activités poursuivies</b>	<b>0,08</b>	0,04	0,08
<b>Résultat net par action de base et dilué lié aux activités abandonnées</b>	—	(0,12)	0,00
<b>Total de l'actif</b>	<b>229 434</b>	234 000	261 148
<b>Passifs financiers à long terme<sup>(2)</sup></b>	<b>46 989</b>	11 860	67 502

<sup>(1)</sup> Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS. La marge du BAIIA ajusté est calculée de la façon suivante : BAIIA ajusté divisé par les ventes de la période correspondante.

<sup>(2)</sup> Les passifs financiers à long terme comprennent la dette à long terme et les débetures convertibles pour l'année 2019 seulement. En 2020 les débetures convertibles sont présentées dans les passifs courants étant donné leur échéance à court terme. Les débetures ont été rachetées au courant de l'exercice 2021.

<sup>(3)</sup> Certains chiffres correspondants ont été retraités afin d'exclure les activités abandonnées.

La diminution des ventes liées aux activités poursuivies de l'exercice 2020 par rapport à 2019 s'explique principalement par la fin d'un contrat provenant de la Distribution spécialisée, des effets de la pandémie et par la perte de volume du secteur Distribution broadline provenant de la non-reconduction de contrats moins profitables.

La diminution du résultat net lié aux activités poursuivies de l'exercice 2020 par rapport à 2019 s'explique principalement par la diminution des ventes et par l'augmentation des frais non liés aux opérations courantes, mitigée par une amélioration de la marge brute et le déploiement de mesures d'optimisation.

L'augmentation du BAIIA ajusté<sup>(1)</sup> et de la marge du BAIIA ajusté<sup>(1)</sup> pour l'exercice 2020 par rapport à 2019 s'explique essentiellement par l'adoption de la norme IFRS 16, de l'obtention des subventions d'un montant de 7,1 millions \$ et le déploiement des mesures d'optimisation, mitigée par l'impact de la baisse des ventes reliées à la pandémie.

La diminution des passifs à long terme au 26 décembre 2020 par rapport à l'exercice précédent s'explique par la classification à court terme des débetures convertibles en 2020 et les remboursements de la facilité de crédit et de la dette subordonnées provenant de la hausse des flux de trésorerie générés par les opérations.

## 3. Résultats d'exploitation et financiers

### 3.1 Résultats d'exploitation

#### Sommaire des résultats pour les périodes de 16 et 52 semaines closes le 25 décembre 2021

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	16 semaines			52 semaines		
	2021	2020	Écart	2021	2020	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
<b>Ventes</b>	<b>150 452</b>	133 317	12,9	<b>475 761</b>	461 319	3,1
Coût des marchandises vendues	<b>125 237</b>	110 898	12,9	<b>395 690</b>	384 500	2,9
Charges d'exploitation <sup>(2)</sup>	<b>18 135</b>	14 960	21,2	<b>54 651</b>	47 906	14,1
<b>Charges opérationnelles</b>	<b>143 372</b>	125 858	13,9	<b>450 341</b>	432 406	4,1
<b>BAIIA ajusté<sup>(1)</sup></b>	<b>7 080</b>	7 459	(5,1)	<b>25 420</b>	28 913	(12,1)
<b>Marge du BAIIA ajusté<sup>(1)</sup></b>	<b>4,7 %</b>	5,6 %		<b>5,3 %</b>	6,3 %	

<sup>(1)</sup> Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS. La marge du BAIIA ajusté est calculée de la façon suivante : BAIIA ajusté divisé par les ventes de la période correspondante.

<sup>(2)</sup> Les charges d'exploitation sont ajustées pour exclure les charges relatives aux régimes de rémunération à base d'actions.

#### 3.1.1 Ventes sectorielles

##### Ventes consolidées pour les périodes de 16 et 52 semaines closes le 25 décembre 2021

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	16 semaines			52 semaines		
	2021	2020	Écart	2021	2020	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
Secteur Distribution	<b>103 046</b>	86 046	19,8	<b>323 870</b>	307 664	5,3
Secteur Grossiste	<b>62 066</b>	58 775	5,6	<b>196 054</b>	192 388	1,9
Éliminations intersectorielles et autres	<b>(14 660)</b>	(11 504)	(27,4)	<b>(44 163)</b>	(38 733)	(14,0)
<b>Ventes</b>	<b>150 452</b>	133 317	12,9	<b>475 761</b>	461 319	3,1

Les ventes consolidées du quatrième trimestre de 2021 étaient de 150,5 millions \$ comparativement à 133,3 millions \$ lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une augmentation de 12,9 %. La pandémie a eu des impacts sur les 16 semaines du quatrième trimestre de 2021 et 2020 mais les salles à manger sont restées ouvertes à l'automne 2021 contrairement à une fermeture des salles à manger le 1<sup>er</sup> octobre 2020.

- La hausse des ventes du secteur Distribution de 19,8 % s'explique par l'augmentation du volume provenant de notre clientèle de la restauration compte tenu de l'ouverture des salles à manger durant le quatrième trimestre de 2021 contrairement à des salles à manger fermées en 2020 tel qu'expliqué ci-haut, mitigé par l'impact d'une semaine de grève en 2021 à notre centre de distribution de Lévis.
- Les ventes du secteur Grossiste ont augmenté de 5,6 % et s'explique par des salles à manger ouvertes en 2021 tel qu'expliqué précédemment, la croissance de certains clients moins touchés par les effets de la pandémie et par de nouveaux clients, mitigé par la perte d'une partie du volume d'un de nos clients.

- Les éliminations intersectorielles et autres ont augmentés de 3,2 millions \$ ou 27,4 % ce qui s'explique essentiellement par l'augmentation du volume des secteurs Distribution et Grossiste tel que décrit ci-dessus.

Les ventes consolidées pour l'exercice 2021 étaient de 475,8 millions \$ comparativement à 461,3 millions \$ lors de l'exercice précédent, soit une augmentation de 3,1 %. Les restrictions liées à la pandémie ont eu des impacts tout au long de l'exercice 2021, comparativement à 42 semaines en 2020, la pandémie ayant été déclarée en mars 2020. En 2021, les salles à manger des restaurants ont été fermées durant la majeure partie des deux premiers trimestres, contrairement à 2020 où les salles à manger ont été fermées à partir du deuxième trimestre ainsi qu'à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2020.

- La hausse des ventes du secteur Distribution de 5,3 % s'explique par l'augmentation du volume provenant de notre clientèle de la restauration au quatrième trimestre tel qu'expliqué précédemment mitigé par un montant de 8,6 millions \$ lié à la fin d'un contrat provenant de la Distribution spécialisée au cours du premier trimestre 2020 ainsi qu'à la baisse du volume reliée à la pandémie pour la clientèle de la restauration et chaînes au cours du premier trimestre de 2021.
- Les ventes du secteur Grossiste ont augmenté de 1,9 % ce qui s'explique en partie par l'ouverture des salles à manger tel qu'expliqué précédemment, la croissance de certains clients moins touchés par les effets de la pandémie et par de nouveaux clients, mitigé par une baisse de volume reliée à la pandémie au cours du premier trimestre 2021 et par la perte d'une partie du volume d'un de nos clients.
- Les éliminations intersectorielles et autres ont augmenté de 5,4 millions \$ ou 14,0 % ce qui s'explique essentiellement par l'augmentation des achats des secteurs Distribution et Grossiste tel que décrit ci-dessus.

### 3.1.2 Charges opérationnelles

#### Charges opérationnelles pour les périodes de 16 et 52 semaines closes le 25 décembre 2021

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	16 semaines			52 semaines		
	2021	2020	Écart	2021	2020	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
Secteur Distribution	99 093	81 323	21,9	308 438	289 428	6,6
Secteur Grossiste	56 691	54 071	4,8	178 729	175 395	1,9
Éliminations intersectorielles et autres	(12 412)	(9 536)	(30,2)	(36 826)	(32 417)	(13,6)
<b>Charges opérationnelles<sup>(1)</sup></b>	<b>143 372</b>	<b>125 858</b>	<b>13,9</b>	<b>450 341</b>	<b>432 406</b>	<b>4,1</b>

<sup>(1)</sup> Charges opérationnelles excluant les (revenus) frais non liés aux opérations courantes, l'amortissement ainsi que les charges relatives au régime de rémunération à base d'actions.

Les charges opérationnelles consolidées du quatrième trimestre de 2021 étaient de 143,4 millions \$ comparativement à 125,9 millions \$ lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une augmentation de 13,9 %, en lien avec l'augmentation des ventes de 12,9 % et la baisse des subventions acquises de 1,6 million \$.

- Les charges opérationnelles du secteur Distribution ont augmenté de 21,9 % au cours du quatrième trimestre provenant essentiellement de la hausse des ventes de 19,8 % la baisse des subventions acquises d'un montant de 1,2 million \$ et des coûts de main-d'œuvre supplémentaires dans le contexte actuel de pénurie de main-d'œuvre et du renouvellement d'une convention collective, ainsi que des investissements afin d'accroître l'étendue de notre territoire.
- Les charges opérationnelles du secteur Grossiste ont augmenté de 4,8 % en lien avec la hausse des ventes de 5,6 %, une baisse des subventions acquises au cours du quatrième trimestre de 2021 d'un montant de 0,2 million \$ ainsi que des investissements au niveau du repositionnement de notre marque privée, compensé en partie par une amélioration de la marge brute.

- Les éliminations intersectorielles et autres ont augmenté de 30,2 % provenant principalement de la hausse des ventes intersectorielles tel qu'expliqué précédemment, de la baisse des subventions acquises au cours du quatrième trimestre de 2021 d'un montant de 0,2 million \$ et de la hausse des frais corporatifs.

Les charges opérationnelles consolidées cumulatives pour l'exercice 2021 étaient de 450,3 millions \$ comparé à 432,4 millions \$ lors de l'exercice précédent, en lien avec la hausse des ventes et la baisse des subventions acquises de 4,3 millions \$.

- Les charges opérationnelles du secteur Distribution ont augmenté de 6,6 % provenant essentiellement de la diminution des subventions acquises d'un montant de 3,3 millions \$ au cours de l'exercice 2021 et des coûts supplémentaires de main-d'œuvre dans le contexte actuel de pénurie de main-d'œuvre et du renouvellement d'une convention collective, ainsi que des investissements afin d'accroître l'étendue de notre territoire, mitigé par la fin d'un contrat provenant de la Distribution spécialisée.
- Les charges opérationnelles du secteur Grossiste ont augmenté de 1,9 % en lien avec une diminution des subventions acquises d'un montant de 0,5 million \$ au cours de l'exercice 2021 ainsi que la hausse des ventes et des investissements au niveau du repositionnement de notre marque privée, compensé en partie par une amélioration de la marge brute.
- Les éliminations intersectorielles et autres ont augmenté de 13,6 % provenant principalement de l'augmentation des ventes intersectorielles tel qu'expliqué précédemment, la baisse des subventions acquises d'un montant de 0,5 million \$ au cours de l'exercice 2021 et la hausse des frais corporatifs. La hausse des frais corporatifs s'explique essentiellement par la hausse de la charge salariale provenant des mesures prises en 2020 dans le cadre de la pandémie, tel une réduction des heures de travail et des réductions temporaires de la rémunération et des effectifs.

### 3.1.3 BAIIA ajusté

#### BAIIA ajusté pour les périodes de 16 et 52 semaines closes le 25 décembre 2021

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	16 semaines			52 semaines		
	2021	2020	Écart	2021	2020	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
Secteur Distribution	3 953	4 723	(16,3)	15 432	18 236	(15,4)
Secteur Grossiste	5 375	4 704	14,3	17 325	16 993	2,0
Éliminations intersectorielles et autres	(2 248)	(1 968)	(14,2)	(7 337)	(6 316)	(16,2)
<b>BAIIA ajusté<sup>(1)</sup></b>	<b>7 080</b>	<b>7 459</b>	<b>(5,1)</b>	<b>25 420</b>	<b>28 913</b>	<b>(12,1)</b>
<b>Marge du BAIIA ajusté<sup>(1)</sup></b>	<b>4,7 %</b>	<b>5,6 %</b>		<b>5,3 %</b>	<b>6,3 %</b>	

<sup>(1)</sup> Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS. La marge du BAIIA ajusté est calculée de la façon suivante : BAIIA ajusté divisé par les ventes de la période correspondante.

Le BAIIA ajusté<sup>(1)</sup> du quatrième trimestre de 2021 était de 7,1 millions \$ comparativement à 7,5 millions \$ lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une diminution de 5,1 % et en pourcentage des ventes, les marges du BAIIA ajusté<sup>(1)</sup> ont atteint 4,7 % par rapport à 5,6 % lors de la période correspondante de 2020. Ces variations s'expliquent essentiellement par la baisse des subventions acquises de 1,6 million \$. En excluant l'impact des subventions acquises, la marge du BAIIA ajusté<sup>(1)</sup> aurait été de 4,6 % en 2021 et 4,3 % en 2020.

- Le BAIIA ajusté<sup>(1)</sup> du secteur Distribution a baissé de 0,8 million \$ ou 16,3 %. En pourcentage des ventes, la marge du BAIIA ajusté<sup>(1)</sup> s'est établie à 3,8 % comparativement à 5,5 % en 2020. Cette baisse s'explique par la baisse des subventions acquises et des coûts supplémentaires de main-d'œuvre dans le contexte actuel de pénurie de main-d'œuvre, l'impact d'une semaine de grève, ainsi que des investissements afin d'accroître l'étendue de notre territoire.
- Le BAIIA ajusté<sup>(1)</sup> du secteur Grossiste a augmenté de 0,7 million \$, ou 14,3 % et s'explique essentiellement par une augmentation des ventes de 5,6 % tel qu'expliqué précédemment et une hausse de la marge brute mitigé par la baisse des subventions acquise et des investissements au niveau du repositionnement de notre marque privée.
- Le BAIIA ajusté<sup>(1)</sup> provenant des éliminations intersectorielles et autres du quatrième trimestre 2021 a diminué de 0,3 million \$ ou 14,2 % comparativement à celui du trimestre correspondant de 2020 et s'explique essentiellement par la baisse des subventions acquises au cours du quatrième trimestre et par une augmentation des frais corporatifs, tel qu'expliqué précédemment.

Le BAIIA ajusté<sup>(1)</sup> cumulatif de l'exercice 2021 a atteint 25,4 millions \$ comparativement à 28,9 millions \$ lors de l'exercice précédent, soit une diminution de 12,1 % et en pourcentage des ventes, les marges du BAIIA ajusté<sup>(1)</sup> ont atteint 5,3 % par rapport à 6,3 % lors de la période correspondante de 2020. Ces variations s'expliquent essentiellement par la baisse des subventions acquises de 4,3 millions \$, mitigée par une amélioration de la marge brute. En excluant l'impact des subventions acquises, la marge du BAIIA ajusté<sup>(1)</sup> aurait été de 4,8 % en 2021 et 4,7 % en 2020.

- Le BAIIA ajusté<sup>(1)</sup> du secteur Distribution a diminué de 2,8 millions \$ ou 15,4 %. Les variations proviennent de la baisse des subventions acquises de 3,3 millions \$, et des coûts de main-d'œuvre supplémentaires dans le contexte actuel de pénurie de main-d'œuvre et du renouvellement d'une convention collective, ainsi que des investissements afin d'accroître l'étendue de notre territoire, compensé en partie par la hausse des ventes.
- Le BAIIA ajusté<sup>(1)</sup> du secteur Grossiste a augmenté de 0,3 million \$, ou 2,0 % et s'explique essentiellement par une amélioration de la marge brute, mitigé par la baisse des subventions acquises au cours de l'exercice 2021 et des investissements au niveau du repositionnement de notre marque privée.

- Le BAIIA ajusté<sup>(1)</sup> provenant des éliminations intersectorielles et autres de l'exercice 2021 a diminué de 1,0 million \$ ou 16,2 % comparativement à celui de la période correspondante de 2020 et s'explique essentiellement par une diminution des subventions acquises et une augmentation des frais corporatifs, tel qu'expliqué précédemment.

### 3.1.4 (Revenus) frais non liés aux opérations courantes

#### (Revenus) frais non liés aux opérations courantes pour les périodes de 16 et 52 semaines closes le 25 décembre 2021

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	16 semaines			52 semaines		
	2021	2020	Écart	2021	2020	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
Primes de séparation	—	328	(100,0)	63	511	(87,7)
Provision pour mauvaises créances	—	—	—	—	626	(100,0)
Autres	(3 998)	16	(25 087,5)	(3 831)	674	(668,4)
<b>(Revenus) frais non liés aux opérations</b>	<b>(3 998)</b>	<b>344</b>	<b>(1 262,2)</b>	<b>(3 768)</b>	<b>1 811</b>	<b>(308,1)</b>

Au cours des exercices 2021 et 2020, la Société a procédé à certains changements au niveau de ses effectifs afin d'optimiser ses activités entraînant des primes de séparation.

En 2020, une provision additionnelle de mauvaises créances prise en 2020 d'un montant de 0,6 million \$ lié aux conséquences de la pandémie suite à la fermeture temporaire de certains de nos clients principalement dans le domaine de la restauration.

En 2021, le Ministère des finances de l'Ontario (« MFO ») a accepté de rembourser à Colabor une partie d'une pénalité payée en 2017, plus intérêts, comme règlement final à l'avis d'opposition déposé par Colabor en 2017. En effet, en 2017, Colabor avait reçu et payé un avis de cotisation d'un montant de 6,4 millions \$ provenant du MFO en lien avec des activités commerciales concernant la vente de produits du tabac ayant eu lieu entre 2013 et 2016 au sein d'une division en Ontario. Colabor avait porté la cause en appel en 2019. Cette somme devrait être reçue au cours du premier trimestre de 2022. Ce revenu est net de frais juridiques et autres charges en lien avec des activités non courantes qui sont aussi comptabilisés dans les autres charges non récurrentes.

Les autres variation des frais non liés aux opérations courantes de 2020 s'expliquent par la radiation de la valeur de l'option de Dubé & Loisel inc. à la suite de la décision de la Société de ne pas l'exercer, mitigée par le règlement favorable d'une provision pour baux déficitaires en 2020.

### 3.1.5 Amortissements

#### Amortissements pour les périodes de 16 et 52 semaines closes le 25 décembre 2021

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	16 semaines			52 semaines		
	2021	2020	Écart	2021	2020	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
Amortissement des immobilisations corporelles	739	1 004	(26,4)	2 277	2 877	(20,9)
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 334	1 632	(18,3)	4 225	5 570	(24,1)
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	2 247	2 120	6,0	7 586	6 665	13,8
<b>Amortissements</b>	<b>4 320</b>	<b>4 756</b>	<b>(9,2)</b>	<b>14 088</b>	<b>15 112</b>	<b>(6,8)</b>

<sup>(1)</sup> Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Pour les périodes de 16 et 52 semaines closes le 25 décembre 2021, la charge d'amortissements est en baisse de 9,2 % et 6,8 %, respectivement, comparativement à 2020 et s'explique principalement par certaines immobilisations corporelles et incorporelles complètement amorties, mitigé par l'augmentation de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation suite au renouvellement de baux depuis les 12 derniers mois.

### 3.1.6 Charges financières

#### Charges financières pour les périodes de 16 et 52 semaines closes le 25 décembre 2021

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	16 semaines			52 semaines		
	2021	2020	Écart	2021	2020	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
Intérêts sur la facilité de crédit	438	148	195,9	1 302	822	58,4
Intérêts sur la dette subordonnée	369	307	20,2	1 131	1 009	12,1
Intérêts effectifs sur les débentures	—	993	(100,0)	934	3 227	(71,1)
Intérêts sur les obligations locatives	387	465	(16,8)	1 324	1 552	(14,7)
Autres	92	61	50,8	418	102	309,8
<b>Charges financières</b>	<b>1 286</b>	<b>1 974</b>	<b>(34,9)</b>	<b>5 109</b>	<b>6 712</b>	<b>(23,9)</b>

Les charges financières du quatrième trimestre de 2021 ont diminué à 1,3 million \$ comparativement à 2,0 millions \$ pour la période correspondante de 2020 et ont diminué à 5,1 millions \$ pour l'exercice 2021 comparativement à 6,7 millions \$ pour l'exercice précédent. Ces diminutions s'expliquent par une diminution de notre niveau d'endettement et par des taux d'intérêts inférieurs suite au refinancement et le rachat des débentures.

### 3.1.7 Impôts sur le résultat

Aux quatrièmes trimestres de 2021 et 2020 le recouvrement d'impôts était de 0,0 million \$ et de 0,3 million \$ respectivement. La variation provient essentiellement de la hausse du résultat avant impôts, net de la non-imposition d'un gain non récurrent.

Pour l'exercice clos le 25 décembre 2021, la charge d'impôt a atteint 1,4 million \$ comparativement à 1,2 million \$ lors de l'exercice 2020. L'augmentation de la charge d'impôts provient essentiellement de la hausse du résultat avant impôts, net de la non-imposition d'un gain non récurrent.

### 3.1.8 Résultat net

#### Résultat net pour les périodes de 16 et 52 semaines closes le 25 décembre 2021

(en milliers de dollars, sauf le résultat net par action et les pourcentages)

	16 semaines			52 semaines		
	2021 \$	2020 \$	Écart %	2021 \$	2020 \$	Écart %
<b>Résultat net lié aux activités poursuivies</b>	<b>5 336</b>	620	760,6	<b>8 253</b>	3 798	117,3
<b>Résultat net lié aux activités abandonnées</b>	<b>(197)</b>	191	(203,1)	<b>(411)</b>	(12 410)	(96,7)
<b>Résultat net</b>	<b>5 139</b>	811	533,7	<b>7 842</b>	(8 612)	(191,1)
<b>Résultat net par action de base et dilué lié aux activités poursuivies</b>	<b>0,05</b>	0,01	400,0	<b>0,08</b>	0,04	100,0
<b>Résultat net par action de base et dilué lié aux activités abandonnées</b>	—	—	—	—	(0,12)	100,0
<b>Résultat net par action de base et dilué</b>	<b>0,05</b>	0,01	400,0	<b>0,08</b>	(0,08)	200,0

Le résultat net lié aux activités poursuivies du quatrième trimestre de 2021 était de 5,3 millions \$ ou 0,05 \$ par action, comparativement à 0,6 million \$ ou 0,01 \$ par action, lors de la période correspondante de l'exercice précédent. Les principales variations du trimestre sont la hausse des revenus non liés aux opérations courantes, de la charge d'amortissements et des charges financières mitigé par la baisse du BAIIA ajusté<sup>(1)</sup> tel qu'expliqué précédemment. Le résultat net du quatrième trimestre de 2021 est de 5,1 millions \$, ou 0,05 \$ par action, en hausse de 4,3 millions \$ par rapport à 0,8 million \$, ou 0,01 \$ par action, lors de la période correspondante de 2020. La variation s'explique par les éléments ci-haut mentionnés mitigé par la diminution de 0,4 million \$ du résultat net lié aux activités abandonnées telle qu'expliquée à la rubrique 4 Activités abandonnées. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période de 16 semaines est de 101 954 885 comparativement à 101 640 026 lors de la période correspondante de 2020.

Le résultat net lié aux activités poursuivies cumulatif pour l'exercice 2021 a atteint 8,3 millions \$ ou 0,08 \$ par action, en hausse par rapport à 3,8 millions \$ ou 0,04 \$ par action, lors de l'exercice 2020. La variation s'explique par la hausse des revenus non liés aux opérations courantes, de la charge d'amortissements et des charges financières mitigé par la baisse du BAIIA ajusté<sup>(1)</sup> tel qu'expliqué précédemment. Le résultat net de l'exercice 2021 est de 7,8 millions \$, ou 0,08 \$ par action, en hausse de 16,4 millions \$ par rapport à (8,6) millions \$, ou (0,08) \$ par action, lors de la période correspondante de 2020. La variation s'explique par les éléments ci-haut mentionnés et par l'augmentation de 12,0 millions \$ du résultat net lié aux activités abandonnées telle qu'expliquée à la rubrique 4 Activités abandonnées. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période de 52 semaines est de 101 893 919 comparativement à 101 640 026 lors de la période correspondante de 2020.

<sup>(1)</sup> Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables



## 3.2 Situation financière

Le tableau qui suit présente les principaux éléments des actifs et passifs courants consolidés qui composent le fonds de roulement<sup>(2)</sup> de la société.

(en milliers de dollars)

	Au 25 décembre 2021 \$	Au 26 décembre 2020 \$	Écart \$
<b>Actifs courants</b>			
Clients et autres débiteurs	45 745	34 416	11 329
Stocks	38 692	35 266	3 426
<b>Actifs courants</b>	<b>84 437</b>	<b>69 682</b>	<b>14 755</b>
<b>Passifs courants</b>			
Fournisseurs et autres créditeurs	43 667	38 519	5 148
<b>Fonds de roulement<sup>(2)</sup></b>	<b>40 770</b>	<b>31 163</b>	<b>9 607</b>

<sup>(2)</sup> Le fonds de roulement est une mesure de performance non conforme aux IFRS. La Société calcule son fonds de roulement tel que décrit ci-dessus. Le fonds de roulement exclut la portion courte des débiteurs convertibles qui ont été rachetées au cours du deuxième trimestre. Voir la rubrique 1 Portée du rapport de gestion pour plus d'informations sur la saisonnalité des ventes.

Au 25 décembre 2021, le fonds de roulement<sup>(2)</sup> de la Société s'est chiffré à 40,8 millions \$, en hausse de 9,6 millions \$ par rapport à la fin de l'exercice. L'augmentation s'explique de la façon suivante :

### Clients et autres débiteurs

Le solde des clients et autres débiteurs est en hausse de 11,3 millions \$ par rapport au 26 décembre 2020, provenant de la hausse des ventes au cours du quatrième trimestre et du gain non récurrent à recevoir au 25 décembre 2021.

### Stocks

Le solde des stocks est en hausse de 3,4 millions \$ par rapport au 26 décembre 2020. Cette augmentation provient de la hausse du niveau d'inventaire relié à une demande plus élevée suite à l'augmentation des ventes.

### Fournisseurs et autres créditeurs

Le solde des fournisseurs et autres créditeurs est en hausse de 5,1 millions \$ par rapport au 26 décembre 2020 provenant essentiellement de la hausse des inventaires.

### 3.3 Autres variations importantes de la situation financière

Le tableau suivant présente les autres éléments importants de la situation financière de la Société au 25 décembre 2021 et leurs écarts par rapport à l'exercice financier se terminant le 26 décembre 2020.

(en milliers de dollars)

	Au 25 décembre 2021 \$	Au 26 décembre 2020 \$	Écart \$
Immobilisations corporelles	5 568	6 122	(554)
Immobilisations incorporelles	22 855	26 569	(3 714)
Actifs au titre de droits d'utilisation	33 471	38 450	(4 979)
Actifs d'impôts différés	4 775	6 351	(1 576)
Dette à long terme	49 989	11 860	38 129
Obligations locatives	35 299	41 633	(6 334)
Déventures convertibles	—	49 812	(49 812)
Obligation au titre de la retraite	2 658	2 887	(229)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	97 590	88 567	9 023

#### Immobilisations corporelles

La réduction des immobilisations corporelles provient essentiellement de l'amortissement mitigé par les acquisitions.

#### Immobilisations incorporelles

La réduction des immobilisations incorporelles provient essentiellement de l'amortissement.

#### Actifs au titre de droits d'utilisation

La réduction des actifs au titre de droits d'utilisation provient essentiellement de l'amortissement.

#### Actifs d'impôts différés

La diminution des actifs d'impôts différés provient essentiellement du renversement d'attributs fiscaux au cours de la période.

#### Dette à long terme

L'augmentation de la dette à long terme provient essentiellement de la nouvelle facilité de crédit qui a servi à racheter la totalité des déventures convertibles en circulation pour un montant total de 49,3 millions \$. De plus la Société a contracté une nouvelle dette subordonnée, dont un montant de 15,0 millions \$ a été reçu et qui a servi en partie à rembourser le solde de 12,0 millions \$ de la dette subordonnée existante au 26 décembre 2020.

#### Obligations locatives

La diminution des obligations locatives provient essentiellement des paiements effectués au cours de la période pour les contrats de location.

#### Déventures convertibles

La diminution des déventures convertibles s'explique par le rachat de la totalité des déventures convertibles en circulation le 23 mars 2021. Préalablement au rachat, conformément aux modalités des déventures convertibles qui donnaient le droit aux porteurs de convertir avant la date de rachat annoncée, 273 600 actions ordinaires ont été émises pour un montant total de 0,7 million \$.

#### Obligations au titre de la retraite

La Société a approuvé la liquidation complète du régime en date du 31 mai 2021. Le processus légal relatif à la liquidation du régime devrait être complété en 2022 et l'obligation sera déboursée au même moment.

### Capitaux propres attribuables aux actionnaires

L'augmentation des capitaux propres attribuables aux actionnaires provient principalement du résultat net et des autres éléments du résultat global de l'exercice ainsi que de l'émission d'actions ordinaires émises tel que mentionné ci-haut.

### 3.4 Données liées aux actions en circulation

Le tableau suivant présente les données sur les actions et options de la Société au 23 février 2022. Se reporter aux notes 9, 19 et 21 des états financiers consolidés audités pour obtenir de plus amples renseignements.

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions et le nombre d'options)

	Nombre d'actions / options	Montant \$
<b>Actions ordinaires</b>		
Actions ordinaires participantes à droit de vote	101 954 885	257 008
<b>Options sur les actions participantes à droit de vote</b>		
Options en circulation	4 173 982	
Options pouvant être exercées	1 811 482	

### 3.5 Flux de trésorerie

Le tableau qui suit représente les flux de trésorerie consolidés pour les périodes de 16 et 52 semaines closes le 25 décembre 2021.

(en milliers de dollars)

	16 semaines		52 semaines	
	2021 \$	2020 \$	2021 \$	2020 \$
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>	<b>9 035</b>	13 005	<b>18 752</b>	36 436
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>(572)</b>	(2 266)	<b>(1 842)</b>	(590)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>(7 297)</b>	(7 327)	<b>(23 917)</b>	(19 520)
Variation nette de la trésorerie et équivalent de trésorerie des activités poursuivies	<b>1 166</b>	3 412	<b>(7 007)</b>	16 326
Variation nette de la trésorerie et équivalent de trésorerie des activités abandonnées	<b>(12)</b>	(405)	<b>(181)</b>	(1 697)
Trésorerie et équivalent de trésorerie (endettement bancaire) au début	<b>852</b>	6 187	<b>9 194</b>	(5 435)
<b>Trésorerie et équivalent de trésorerie à la fin</b>	<b>2 006</b>	9 194	<b>2 006</b>	9 194

#### Activités opérationnelles

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont atteint 9,0 millions \$ et 18,8 millions \$ pour les périodes de 16 et 52 semaines de 2021 respectivement, par rapport à 13,0 millions \$ et 36,4 millions \$ pour les périodes correspondantes en 2020. Cette baisse s'explique principalement par une utilisation supérieure du fonds de roulement<sup>(2)</sup> et par la diminution du BAIIA ajusté<sup>(1)</sup>, mitigé par une augmentation des revenus non liés aux opérations courantes. L'utilisation supérieure du fonds de roulement<sup>(2)</sup> s'explique par un décalage d'achats d'inventaires et des paiements des fournisseurs, ainsi que l'encaissement des comptes client plus élevé en 2020.

<sup>(1)</sup> Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

<sup>(2)</sup> Le fonds de roulement est une mesure de performance non conforme aux IFRS. Le fonds de roulement est un indicateur de la capacité de la Société à couvrir ses passifs à court terme au moyen de ses actifs à court terme, voir la rubrique 3.2 Situation financière pour le détail du calcul.

### Activités d'investissement

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement sont de (0,6) million \$ et (1,8) million \$ pour les périodes de 16 et 52 semaines de 2021, respectivement, comparativement à (2,3) million \$ et (0,6) million \$ pour les périodes correspondantes de 2020. Les variations proviennent essentiellement d'acquisitions d'immobilisations corporelles plus élevées et d'avances provenant des activités abandonnées.

### Activités de financement

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement sont de (7,3) millions \$ pour les périodes de 16 semaines de 2021 et 2020 et s'explique par une diminution des charges financières payées de 0,9 million \$ en 2021, mitigé par un remboursement de 0,8 million \$ supérieur de la dette à long terme.

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement sont de (23,9) millions \$ pour la période de 52 semaines, comparativement à (19,5) millions \$ pour la période correspondante en 2020. La variation provient principalement de l'utilisation de la nouvelle facilité de crédit pour 43,0 millions \$ net des remboursements effectué de 7,5 millions \$, le rachat des débetures pour 49,3 millions \$, d'un emprunt supplémentaire de 3,0 millions \$ de la dette subordonnée et une diminution des charges financières payées comparativement au remboursement d'un montant de 2,0 millions \$ de la facilité de crédit et de 3,0 millions \$ de la dette subordonnée lors de la période correspondante de 2020.

### Paievements exigibles

Les flux de trésorerie non actualisés, incluant capital et intérêts liés aux passifs de la Société comportent les échéances suivantes :

(en milliers de dollars)

Obligations contractuelles	Paievements exigibles par période				
	Total \$	Moins de 1 an \$	De 1 à 3 ans \$	De 3 à 5 ans \$	5 ans et plus \$
Fournisseurs et autres créditeurs	43 667	43 667	—	—	—
Facilité de crédit	40 168	4 434	8 897	26 837	—
Dette subordonnée	19 532	1 088	2 175	16 269	—
Obligations locatives	39 493	8 891	10 714	7 386	12 502
Engagements	1 509	963	546	—	—
	144 369	59 043	22 332	50 492	12 502

### 3.6 Ressources en capital

Au cours de l'exercice 2022, la Société prévoit avoir besoin de liquidités afin de financer principalement :

- ses investissements en immobilisations corporelles;
- ses opportunités d'investissements; et
- ses obligations contractuelles.

Les sources de financement internes et externes disponibles sont :

- les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation; et
- la portion de la facilité de crédit non utilisée.

Au 25 décembre 2021, la Société respectait tous ses engagements bancaires. La Société s'attend à être en mesure de rencontrer ses obligations des 12 prochains mois par l'utilisation des flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation et par l'utilisation de la facilité de crédit non utilisée.

Au 25 décembre 2021, la Société disposait des sources de financements suivantes:

#### **Facilité de crédit**

Une facilité de crédit garantie de premier rang d'un montant autorisé de 80,0 millions \$, inclue un prêt à terme de 30,0 millions \$ et d'un crédit rotatif de 50,0 millions \$, dont 5,0 millions \$ en marge de crédit d'exploitation. La facilité porte intérêt au coût des fonds majorés de 1,75 % à 3,25 % selon les ratios de levier financier de la Société. La facilité est garantie par les actifs de la Société et de ceux de certaines filiales et prévoit des limites quant aux opérations et aux activités, particulièrement en ce qui a trait aux investissements autorisés ainsi qu'à certains ratios financiers surtout liés au BAIIA ajusté<sup>(1)</sup> consolidé, aux charges financières et à la dette totale lesquels étaient respectés au 25 décembre 2021. Le prêt à terme est remboursable trimestriellement pour un montant annuel de 3,0 millions \$. De gré à gré, la facilité de crédit peut être augmentée de 20,0 millions \$ et vient à échéance le 18 février 2025. Au 25 décembre 2021, 42,0 millions \$ est disponible sur la facilité de crédit.

Au 25 décembre 2021, des lettres de garantie d'emprunt totalisant 1,0 million \$ (1,0 million \$ au 26 décembre 2020) étaient utilisées pour supporter la location d'un centre de distribution de la Société.

#### **Dettes subordonnées**

Une dette subordonnée d'un montant de 20,0 millions \$, dont 15,0 millions \$ a été déboursé à la signature de l'entente en février 2021 et un solde de 5,0 millions \$ supplémentaire était disponible jusqu'en février 2022 au gré de la Société. La dette subordonnée porte intérêt au taux de 7,25 % à 8,25 % selon les ratios de levier financier, payable trimestriellement et vient à échéance en entier le 18 février 2026. La dette subordonnée est garantie par une sûreté sur tous les actifs présents et futurs de la Société, garantie qui est subordonnée à la garantie de premier rang consentie pour la facilité de crédit.

#### **Capital-actions**

Le capital-actions de Colabor est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions privilégiées pouvant être émises en série, toutes sans valeur nominale. Le sommaire des droits, des privilèges, des restrictions et des conditions qui se rattachent aux actions ordinaires et aux actions privilégiées de Colabor est présenté à la Notice annuelle de Colabor datée du 25 février 2022 et qui est accessible via le site Web de SEDAR au [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

<sup>(1)</sup> Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

## 4. Activités abandonnées

### Activités de Distribution broadline en Ontario

Le 11 mai 2020, la Société avait annoncé la clôture de la vente de la majorité des actifs de sa division Summit pour un montant de 9,4 millions \$. Un montant résiduel de 1,0 million \$ a été reçu au cours de l'exercice 2021 comme ajustement final et contrepartie éventuelle en fonction des ventes des 12 mois suivant la transaction. La Société a reclassé à titre d'activités abandonnées les résultats et les flux de trésorerie des exercices courant et précédent de cette division, séparément des activités poursuivies de la Société.

### Sommaire des résultats des activités abandonnées

Le résultat net des activités abandonnées se détaille comme suit :

(en milliers de dollars)

	16 semaines		52 semaines	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
<b>Ventes</b>	—	—	—	68 822
Coût des marchandises vendues	(1)	—	(1)	62 408
<b>Marge brute</b>	<b>1</b>	—	<b>1</b>	6 414
Charges d'exploitation	—	74	(96)	9 348
Amortissements	—	456	—	2 263
Frais non liés aux opérations courantes (a)	<b>212</b>	(1 289)	<b>493</b>	11 014
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>(211)</b>	759	<b>(396)</b>	(16 211)
Charges financières	<b>1</b>	85	<b>3</b>	493
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>(212)</b>	674	<b>(399)</b>	(16 704)
Charge (recouvrement) d'impôts	<b>(15)</b>	483	<b>12</b>	(4 294)
<b>Résultat net des activités abandonnées</b>	<b>(197)</b>	191	<b>(411)</b>	(12 410)

La variation du résultat net s'explique par le fait que la vente de la majorité des actifs de Summit a eu lieu en mai 2020, et par conséquent, cette division était en opération au cours du premier trimestre et d'une partie du deuxième trimestre de 2020.

### Sommaire des frais non liés aux opérations courantes

(a) Les frais non liés aux opérations courantes relatifs aux activités abandonnées se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)

	16 semaines		52 semaines	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Primes de séparation	—	(190)	—	7 741
Provision pour baux déficitaires	—	(205)	—	1 504
Provision pour désuétude des stocks et mauvaises créances	—	250	—	490
Perte (gain) sur disposition	150	(1 561)	428	(1 547)
Frais de fermeture et autres	62	417	65	2 826
<b>Total</b>	<b>212</b>	<b>(1 289)</b>	<b>493</b>	<b>11 014</b>

Au cours de l'exercice 2021, le solde de prix de vente à recevoir en lien avec la vente de la division Viandes Décarie en mai 2019 a été diminué d'un montant de 0,4 million \$. Les frais non liés aux opérations courantes pour 2020 résultent de la fermeture des centres de distribution situés à London et à Ottawa qui ont eu lieu en février et mars 2020, respectivement, ainsi que la fermeture du centre de distribution de Mississauga en juillet 2020.

### Sommaire des flux de trésorerie des activités abandonnées

Les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées se détaillent comme suit

(en milliers de dollars)

	16 semaines		52 semaines	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(11)	(1 326)	(1 181)	(4 730)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	—	1 793	1 003	6 751
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1)	(872)	(3)	(3 718)
<b>Variation nette de la trésorerie et équivalent de trésorerie des activités abandonnées</b>	<b>(12)</b>	<b>(405)</b>	<b>(181)</b>	<b>(1 697)</b>

La variation nette de la trésorerie des activités abandonnées des périodes de 16 et 52 semaines de 2021 est de 0,0 \$ et (0,2) million \$ respectivement, par rapport à (0,4) million \$ et (1,7) million \$ lors des mêmes périodes l'exercice précédent. Les variations de 2020 provenaient essentiellement des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles dues à une utilisation inférieure du fonds de roulement à la suite de la cessation d'un commun accord du contrat d'approvisionnement entre Colabor et Recipe Unlimited (« Recipe ») qui a eu lieu de façon graduelle au cours du premier trimestre de 2020, de la fermeture de deux entrepôts au premier trimestre de 2020, de la vente de la division Summit au cours du deuxième trimestre de 2020 et la fermeture du dernier entrepôt au cours du deuxième et troisième trimestre de 2020.

## 5. Résumé des derniers trimestres

Le tableau qui suit présente le résumé des résultats des huit derniers trimestres :

(en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2021				2020			
	T4 (16 semaines) \$	T3 (12 semaines) \$	T2 (12 semaines) \$	T1 (12 semaines) \$	T4 (16 semaines) \$	T3 (12 semaines) \$	T2 (12 semaines) \$	T1 (12 semaines) \$
<b>Ventes</b>	<b>150 452</b>	131 622	108 052	85 635	133 317	120 931	95 458	111 613
<b>BAIIA ajusté<sup>(1)</sup></b>	<b>7 080</b>	7 821	6 671	3 848	7 459	10 143	7 613	3 698
<b>(Revenus) frais non liés aux opérations courantes</b>	<b>(3 998)</b>	75	64	91	344	(121)	508	1 080
<b>Résultat net lié aux activités poursuivies</b>	<b>5 336</b>	2 288	1 640	(1 011)	620	3 441	1 608	(1 871)
<b>Résultat net lié aux activités abandonnées</b>	<b>(197)</b>	(250)	52	(16)	191	(1 652)	(4 490)	(6 459)
<b>Résultat net</b>	<b>5 139</b>	2 038	1 692	(1 027)	811	1 789	(2 882)	(8 330)
<b>Résultat net par action de base et dilué lié aux activités poursuivies</b>	<b>0,05</b>	0,02	0,02	(0,01)	0,01	0,03	0,01	(0,02)
<b>Résultat net par action de base et dilué</b>	<b>0,05</b>	0,02	0,02	(0,01)	0,01	0,02	(0,03)	(0,08)

Les ventes des huit derniers trimestres ont été touchées par divers facteurs, dont la fin d'un contrat dans la Distribution Spécialisée au cours du premier trimestre de 2020 et par la pandémie à compter du deuxième trimestre de l'exercice 2020. Le résultat net du premier trimestre de chaque exercice financier est généralement négativement impacté par son caractère saisonnier. Le résultat net du premier trimestre 2020 a été impacté négativement par les frais non liés aux opérations courantes et celui du quatrième trimestre de 2021 a été impacté positivement par les (revenus) frais non liés aux opérations courantes.

## 6. Mesures de performance non conformes aux IFRS

L'information comprise dans ce rapport renferme également certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux IFRS. Ces mesures de performance ne doivent pas être considérées isolément ou comme substituts aux autres mesures de la performance calculées en conformité avec les IFRS, mais plutôt comme renseignements complémentaires. Ces mesures sont largement répandues dans les milieux financiers pour mesurer la rentabilité des opérations. Elles reflètent l'inclusion ou l'exclusion de certains montants qui sont considérés comme non représentatifs de la performance financière récurrente de la Société. Étant donné que ces notions ne sont pas définies par les IFRS, elles pourraient ne pas être comparables avec celles d'autres sociétés.

### BAIIA ajusté

Il s'agit d'une mesure couramment utilisée par la direction, ainsi que par les investisseurs et analystes afin d'évaluer la performance d'une entité et la capacité à générer des flux de trésorerie sur la base de ses activités courantes. Le BAIIA ajusté correspond au résultat net duquel les éléments suivants sont ajoutés : la charge d'amortissements, les (revenus) frais non liés aux opérations courantes, ainsi que les charges relatives aux régimes de rémunération à base d'actions, les charges financières et les impôts sur les résultats.

<sup>(1)</sup> Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables



### Rapprochement du résultat net au BAIIA ajusté

(en milliers de dollars)

	16 semaines		52 semaines	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
<b>Résultat net lié aux activités poursuivies</b>	<b>5 336</b>	620	<b>8 253</b>	3 798
Charge (recouvrement) d'impôts	(19)	(320)	<b>1 435</b>	1 171
Charges financières	<b>1 286</b>	1 975	<b>5 109</b>	6 712
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>6 603</b>	2 275	<b>14 797</b>	11 681
Charges relatives au régime de rémunération à base d'actions	<b>155</b>	84	<b>303</b>	309
(Revenus) frais non liés aux opérations courantes	<b>(3 998)</b>	344	<b>(3 768)</b>	1 811
Amortissements	<b>4 320</b>	4 756	<b>14 088</b>	15 112
<b>BAIIA ajusté</b>	<b>7 080</b>	7 459	<b>25 420</b>	28 913

### Dettes nettes

La dette nette correspond à l'endettement bancaire, la portion à court terme de la dette à long terme, la dette à long terme et les débetures convertibles, net de l'encaisse tel que présenté dans les états consolidés de la situation financière de Colabor. Il s'agit d'une mesure utilisée par les investisseurs et sert à calculer le ratio d'endettement.

Le tableau suivant présente le calcul de la dette nette :

(en milliers de dollars)

	Au 25 décembre 2021 \$	Au 26 décembre 2020 \$
Encaisse	(2 134)	(9 712)
Portion à court terme de la dette à long terme	<b>3 000</b>	—
Dette à long terme	<b>47 500</b>	12 000
Débetures convertibles	—	49 812
<b>Dette nette</b>	<b>48 366</b>	52 100

### Ratio d'endettement

Le ratio d'endettement correspond à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté provenant des activités poursuivies des quatre derniers trimestres et est utilisé par la direction afin d'évaluer sa capacité d'emprunter des capitaux. Se référer au tableau de la rubrique 5 Résumé des derniers trimestres.

## 7. Transactions entre parties liées

Les transactions entre parties liées de la Société sont constituées de ventes survenues avec Dubé & Loiselle Inc., une entité détenue par un administrateur de la Société. Les opérations ont été effectuées conformément aux différents contrats régissant les relations entre la Société et Dubé & Loiselle Inc., dans le cours normal des affaires.

### Transactions avec Dubé & Loiselle inc., une entité détenue par un administrateur de la Société

(en milliers de dollars)

	16 semaines		52 semaines	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Ventes	6 512	5 323	18 957	15 884
			Au 25 décembre 2021	Au 26 décembre 2020
			\$	\$
Clients et autres débiteurs, nets des remises à payer			1 223	187

## 8. Transactions hors bilan

La Société n'a pas d'obligation relative à des transactions hors bilan, à l'exception de lettres de crédit bancaire de l'ordre de 1,0 million \$, soutenant la location d'un des centres de distribution de la Société.

## 9. Éventualité

Depuis le deuxième trimestre de 2019, une poursuite d'un client d'un montant de 5,3 millions \$ (4,2 millions \$ US) est en cours contre la Société, alléguant un défaut aux termes de l'entente. La Société entend se défendre vigoureusement.

## 10. Risques et incertitudes

Les activités de la Société sont assujetties à plusieurs risques et incertitudes qui sont plus amplement décrits à sa notice annuelle datée du 25 février 2022 la « Notice » et accessible sur le site web SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et sur le site web de la Société au [www.colabor.com](http://www.colabor.com). Les risques qui sont décrits à la Notice sont incorporés dans le présent rapport de gestion par renvoi.

## 11. Estimations et jugements significatifs

La préparation des états financiers consolidés exige que la direction de la Société pose un certain nombre de jugements et des estimations quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces jugements et estimations sont fondés sur les faits et l'information obtenue dont dispose la direction. La direction révisé à chaque date de clôture ses jugements et estimations. Les résultats réels peuvent différer des jugements, estimations et hypothèses posés par la direction et ils seront rarement identiques aux résultats estimés.

L'information sur les jugements et les estimations significatifs qui ont la plus grande incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous :

### Remises des fournisseurs

La Société constate les remises des fournisseurs en estimant le degré d'atteinte des conditions donnant droit aux remises.

### Durée d'utilité des actifs amortissables

La direction examine les durées d'utilité des actifs amortissables à chaque date de présentation de l'information financière en fonction de l'utilité prévue des actifs de la Société. Les résultats réels peuvent toutefois être différents en raison d'obsolescence technique, particulièrement en ce qui a trait au matériel informatique et aux logiciels de distribution.

### Obligation au titre de la retraite

La direction procède à une estimation annuelle de son obligation au titre de la retraite avec le soutien d'actuaire indépendants; toutefois, le résultat réel peut différer en raison d'incertitudes liées à l'estimation. L'estimation de son obligation au titre de la retraite est fondée sur des taux d'inflation et de mortalité jugés raisonnables par la direction. Elle tient également compte des prévisions spécifiques de la Société à des facteurs actuariels. Les taux d'actualisation sont déterminés vers la fin de chaque exercice par référence aux obligations d'entités de haute qualité et libellées dans la même monnaie que les prestations à verser et ayant des échéances similaires à celles du passif lié à la retraite connexe. Il existe des incertitudes quant aux estimations qui peuvent varier considérablement dans les évaluations futures des obligations de la Société au titre des prestations constituées.

### Actifs d'impôts différés

L'évaluation de la probabilité du bénéfice imposable futur pour lequel les actifs d'impôts différés pourront être utilisés s'appuie sur les dernières prévisions budgétaires approuvées de la Société, lesquelles sont ajustées pour tenir compte des charges et des produits significatifs non imposables ainsi que sur les limites d'utilisation des pertes non utilisées. Si une prévision positive de bénéfice imposable indique qu'il est probable que les actifs d'impôts différés soient utilisés, plus particulièrement si cette utilisation n'est soumise à aucune limite de temps, ces actifs d'impôts différés sont généralement comptabilisés en entier. La direction pose ainsi un jugement quant à l'existence de bénéfices imposables suffisants auxquels ces éléments pouvant être imputés en tenant compte de certaines limites juridiques ou économiques ou à des incertitudes et des faits et des circonstances propres à chacun.

### Perte de valeur

Une perte de valeur est comptabilisée pour le montant par lequel la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable. La direction détermine la valeur recouvrable en procédant à une estimation des flux de trésorerie futurs prévus provenant de chaque actif ou UGT, puis elle détermine un taux d'intérêt approprié aux fins du calcul de la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Lorsqu'elle procède à l'évaluation des flux de trésorerie futurs prévus, la direction pose des hypothèses clés relativement aux résultats opérationnels futurs, tels que le taux de croissance des ventes, le ratio du bénéfice avant impôts, intérêts et amortissement ainsi que le taux d'actualisation. Ces hypothèses clés se rapportent à des événements et circonstances futurs. Les résultats réels peuvent différer et donner lieu à des ajustements significatifs aux actifs de la Société au cours des prochains exercices.

Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation comporte l'estimation de l'ajustement approprié pour tenir compte du risque du marché et d'un ajustement approprié pour les facteurs de risque propres aux actifs.

## 12. Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière

La direction a conçu et évalué les contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF) et les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée par la Société est fiable et que les états financiers qu'elle diffuse dans le public sont préparés conformément aux IFRS.

Le président et chef de la direction ainsi que le premier vice-président et chef de la direction financière ont évalué, au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière en date du 25 décembre 2021. À la lumière de cette évaluation, ils ont conclu que la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF et CPCI) est efficace. Pour la période de 52 semaines close le 25 décembre 2021, le président et chef de la direction ainsi que le premier vice-président et chef de la direction financière ont aussi évalué qu'il n'y a eu aucune modification du processus de contrôle interne à l'égard de l'information financière, ni des contrôles et procédures de communication de l'information financière ayant une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes et procédures.

## 13. Nouvelles conventions comptables

### **Normes publiées mais non encore entrées en vigueur**

#### **Informations à fournir sur les méthodes comptables – Modifications d'IAS 1 et de l'énoncé de pratiques sur les IFRS 2**

En février 2021, l'IASB a modifié IAS 1, Présentation des états financiers, pour exiger que les entités fournissent des informations sur leurs méthodes comptables significatives plutôt que sur leurs principales méthodes comptables. D'autres modifications d'IAS 1 expliquent la manière dont une entité peut identifier une méthode comptable significative. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023, mais une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur les informations à fournir sur ses méthodes comptables.

#### **Impôt différé lié aux actifs et aux passifs découlant d'une transaction unique – Modifications d'IAS 12**

En mai 2021, l'IASB a modifié IAS 12, Impôts sur le résultat, afin de clarifier la façon dont les sociétés doivent comptabiliser l'impôt différé sur certaines transactions qui, lors de la comptabilisation initiale génèrent des différences temporaires à la fois imposables et déductibles. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023, mais une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers consolidés.

## 14. Instruments financiers

### A) Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des clients et autres débiteurs ainsi que des fournisseurs et autres créditeurs est comparable à la valeur comptable en raison des courtes échéances, donc la valeur temps de l'argent est non significative.

La valeur comptable et la juste valeur des autres instruments financiers dans les états consolidés de la situation financière se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)

	Au 25 décembre 2021		Au 26 décembre 2020	
	Valeur comptable \$	Juste Valeur \$	Valeur comptable \$	Juste Valeur \$
<b>Actif financier</b>				
Non courant				
Instrument financier dérivé	145	145	—	—
<b>Passifs financiers</b>				
Courants				
Déventures convertibles	—	—	49 812	49 500
Non courants				
Facilité de crédit	35 185	35 500	—	—
Dette subordonnée	14 804	15 000	11 860	11 969
	<b>49 989</b>	<b>50 500</b>	61 672	61 469

La juste valeur de la facilité de crédit est comparable à la valeur comptable, étant donné que le taux d'intérêt fluctue en fonction du taux du marché avec des conditions comparables à celles prévalant sur le marché.

La juste valeur de la dette subordonnée a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs au taux de 7,25 % (6,5 % au 26 décembre 2020), soit le taux en vigueur de la dette subordonnée.

De plus, en avril 2021, la Société a conclu un contrat de swap de taux d'intérêt d'une valeur nominale de 15,0 millions \$ dans le but de couvrir le risque de fluctuation des taux d'intérêt sur une portion de sa facilité de crédit à compter de mars 2022, et ce jusqu'à l'échéance en 2025. Le taux d'intérêt fixé par le contrat de swap est de 1,43 %. Les conditions permettant d'appliquer la comptabilité de couverture ayant été réunies, les variations de juste valeur sont donc comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

La juste valeur du contrat de swap de taux d'intérêt est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. La juste valeur du contrat de swap de taux d'intérêt représente les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler le contrat à chaque date de clôture. Au 25 décembre 2021, la juste valeur du swap de taux d'intérêt est un actif d'un montant de 0,1 million \$ comptabilisé à la rubrique Autres dans les actifs non courants à l'état consolidé de la situation financière.

## Évaluation de la juste valeur

Lorsqu'elle évalue la juste valeur d'un actif ou d'un passif, la Société se base le plus possible sur des données observables du marché. Les justes valeurs sont présentées selon la hiérarchie des justes valeurs, qui regroupe trois niveaux selon l'importance des données utilisées dans l'évaluation de la juste valeur de ces éléments. Les trois niveaux de hiérarchie des évaluations à la juste valeur sont les suivants :

- Niveau 1: prix cotés (non réajustés) sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques;
- Niveau 2: données autres que les prix cotés visés au niveau 1, observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement; et
- Niveau 3: données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données du marché observables.

Au 25 décembre 2021, la Société a classé l'évaluation de la juste valeur de la facilité de crédit, de la dette subordonnée et du contrat de swap de taux d'intérêt selon le niveau 2. Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux au cours de l'exercice 2021.

## B) Gestion des risques financiers

La Société est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses opérations, de ses activités d'investissement et de ses activités de financement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Société et vise à protéger la Société contre les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée ainsi que les politiques en matière de gestion des risques financiers sont détaillées ci-après. La Société ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives.

### Risque de taux d'intérêt

La facilité de crédit porte intérêt à un taux variable et expose donc la Société à un risque de flux de trésorerie découlant des variations des taux d'intérêt. Les autres actifs et passifs financiers de la Société ne présentent aucun risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt à des taux variables. La Société gère son exposition au risque de taux d'intérêt en favorisant une répartition adéquate entre les passifs financiers à taux fixe et les passifs financiers à taux variable.

L'analyse de sensibilité comprend les éléments qui portent intérêt à des taux variables et démontre qu'une variation raisonnablement possible selon la conjoncture actuelle du marché de 1,0 % du taux d'intérêt aurait une incidence de 0,6 million \$ sur la résultant en 2021 (néant en 2020).

De plus, en avril 2021, la Société a conclu un contrat de swap de taux d'intérêt d'une valeur nominale de 15,0 millions \$ avec une institution financière dans le but de couvrir le risque de fluctuation des taux d'intérêt sur une portion de sa facilité de crédit à compter de mars 2022, et ce jusqu'à l'échéance en 2025. La Société révisé périodiquement le niveau de la dette sur laquelle les taux d'intérêt devront être fixés.

### Risque de crédit

La valeur comptable des clients et autres débiteurs et des autres actifs aux états consolidés de la situation financière représente le montant maximal du risque de crédit auquel la Société est exposée.

Le risque de crédit de la Société provient principalement des comptes clients et autres actifs. Le risque de crédit lié aux comptes clients est généralement diversifié. La Société exige un cautionnement ou une lettre de crédit bancaire pour certains de ses clients. Au 25 décembre 2021, la Société détient des garanties pour 1,4 % des comptes clients (1,8 % au 26 décembre 2020). De plus, à la suite du début de la pandémie, les termes de paiement de certains clients ont été modifiés pour des paiements d'avance ou sur livraison afin de minimiser les risques de crédit.

La politique de la Société consiste à soumettre chaque client à une procédure de vérification de son crédit.

### Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et à s'assurer que la Société dispose de sources de financement sous la forme d'emprunts bancaires autorisés suffisants. La Société établit des prévisions budgétaires et prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations. Ces prévisions sont mises à jour sur une base régulière. Selon nos prévisions mises à jour avec l'information dont la direction dispose actuellement, la Société s'attend à être en mesure de rencontrer ses obligations des 12 à 15 prochains mois par l'utilisation des flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation et des fonds disponibles sur la facilité de crédit en place.